

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

**Le bassin industriel de la Loire
en difficulté**

par A. LAVAL

Pas de succès ouvrier sans F.O.

par R. HAGNAUER

**Pour une action efficace faut-il faire
l'action commune avec la C.G.T. ?**

par F. RIVIÈRE

L'Asie contre l'Europe

par R. LOUZON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES	
Six mois	400 fr.
Un an	700 fr.
EXTERIEUR	
Six mois	480 fr.
Un an	850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTra 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 83 - Mai 1954

Le bassin industriel de la Loire en diffi-
culté

A. LAVAL
G. PERRIN
et G. CAILLIEUX
J. PERA

Six semaines en U.R.S.S.

« France-Maghreb »
C. DELSOL

Notes sur la « culture » russe

F. RIVIERE

Pour une politique républicaine en Afri-
que du Nord

U. T.

Léon Jouhaux

Pour une action efficace faut-il faire l'ac-
tion commune avec la C.G.T. ?

Petites notes.
L'évolution possible de la situation écono-
mique et sociale en 1954

Pour faire renaître le syndicalisme. —
(Une lettre d'Hervé, de l'U.D.-F.O. de
Tours).

Parmi nos lettres

Le réarmement de l'Allemagne

FRITZENKOTTER

Notes d'économie et de politique

Bluffe-t-il ? — L'Asie contre l'Europe. —
Avec les mains nues. — L'apparition des
classes dans la révolution égyptienne ..

R. LOUZON

La renaissance du syndicalisme

Pas de succès ouvrier sans F.O.
La grève du 28 avril. — Rémunération di-
recte et rémunération indirecte. — Un
dirigisme coûteux. — Où en est la pro-
duction industrielle ? — Le racisme, cet-
te honte des démocraties. — Le 1^{er} Mai.

R. HAGNAUER

LE PROLO

Faits et documents

La « productivité », fromage pour les im-
productifs. — Les héros oubliés de Bie-
deritz.

Librairie Economique et Syndicale

Société nouvelle coopérative d'impression, d'édition et de librairie
198, avenue du Maine, PARIS-15^e

Tél. : SUFFren 66-70 poste 36

CCP Paris 7741-35
Francs

Henry KRAUS : Grève chez « General Motors »	600
(L'occupation des principales usines de la grande compagnie par les travailleurs de l'automobile et sa capitulation finale devant leurs exigences constitue l'épisode le plus marquant d'une des grandes révolutions sociales de ce temps.)	
Henri MICHEL et Boris MIRKINE-GUETZEVITCH : Les idées politiques et sociales de la Résistance	1.200
(Il a semblé utile de rassembler en un volume la totalité des textes où s'affirmèrent durant la clandestinité les désirs, les projets et les programmes de la Résistance.)	
BEAU DE LOMENIE : Les responsabilités des dynasties bourgeoises	850
(Voici le troisième volume de l'importante étude de Beau de Lomenie. L'auteur aborde avec ce tome 3 la période immédiatement contemporaine : guerre de 1914-1918 et après-guerre.)	
Auguste LE BRETON : Les hauts murs	490
(A-t-on dit toute la vérité sur les bagnes d'enfants ?)	
« LE CRAPOUILLOT » : Les Jésuites	400
(Fondation, organisation, politique des Jésuites depuis quatre siècles.)	
ETUDES EUROPEENNES DE POPULATION : Main-d'œuvre, emploi, migrations, situation et perspectives	1.000
Sinclair LEWIS : Impossible ici	450
(Tel est le cri unanime que l'on pousse à l'idée que le fascisme pourrait s'installer aux Etats-Unis. Et, pourtant ! Sous forme de roman, Sinclair Lewis a écrit une anticipation qui est un cri d'alarme.)	
Armand CUVILLIER : Un journal d'ouvriers « l'Atelier » 1840-1850	550
(C'est de 1840 à 1850 que vécut le petit journal « l'Atelier » dont Armand Cuvillier nous retrace ici l'histoire. Il nous fait vivre dans l'intimité de ce petit groupe et nous en fait suivre les luttes difficiles.)	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »

Le bassin industriel de la Loire en difficulté

Depuis trois années le chômage s'est étendu en France. Il touche certes l'ensemble des régions et presque l'ensemble des activités industrielles, mais plus ou moins, cependant.

La Loire a le triste privilège d'être proportionnellement classée bien en tête parmi les départements français les plus touchés. Absolument toutes les activités maitresses de ce vieux département industriel sont atteintes : mines, sidérurgie, grosse et petite industrie de la transformation des métaux, textile...

Les mines occupaient, en 1938, 17.030 personnes pour les effectifs du fond et du jour. La période de production intense d'après guerre amena ce chiffre très près de 23.000. En janvier 1954, il est tombé à 15.076.

Dans la sidérurgie, l'hémorragie des effectifs est constante depuis déjà bien des années. D'octobre 1952 à février 1954 le personnel a été réduit de 20 % aux aciéries de Saint-Etienne et de 16 % aux aciéries de Saint-Chamond.

Le cycle occupa dans sa période record 10.000 ouvriers et ouvrières ; actuellement ses capacités d'emploi sont réduites d'au moins 30 %.

De semblables constatations sont à faire dans bien d'autres industries typiquement régionales : l'arme, le textile, la chapellerie...

Les ateliers de l'Etat ne représentent plus les débouchés importants qu'ils constituèrent soit à Saint-Etienne, soit à Roanne pendant une longue période. Ne parle-t-on pas au contraire d'une réduction de plus d'un millier des effectifs actuels de la Manufacture d'Armes de Saint-Etienne ?

Deux vallées industrielles sont particulièrement touchées : la vallée de l'Ondaine (Firminy, Le Chambon-Feugerolles, La Ricamarie...), par la réduction de l'activité des houillères et par la grande détresse des petites industries métallurgiques : lime, martellerie, boulonnerie. Dans ces dernières industries, les horaires sont tombés quelquefois jusqu'à 24 et 32 heures par semaine. On accuse un surplus de main-d'œuvre dépassant 1.000 travailleurs.

La vallée du Gier (Saint-Chamond, Lorette, Rive-de-Gier...) n'a plus un seul puits de mine en activité, la récente fermeture des Ateliers de tracteurs, de l'Horme, a jeté sur le pavé plusieurs centaines d'ouvriers. A l'Horme, Lorette-Grand-Croix et Rive-de-Gier l'activité relative de certaines entreprises métallurgiques est toute occasionnelle et provisoire. C'est le cas de celles qui tournent sur d'importantes commandes « off shore » obtenues sans doute avec le concours des personnalités politiques du département.

Quelles sont les causes de cette mort lente ?

Elles sont certainement bien différentes suivant les industries et parfois même suivant les branches d'une même industrie. Pour tenter d'entrer un peu dans les détails nous limiterons cette petite étude exclusivement à la métallurgie.

Toutefois constatons pour l'ensemble que la Loire et le Centre de la France ont vu s'ouvrir les premiers puits de mine et l'utilisation de ces premières ressources énergétiques ont fait de notre région une des plus vieilles régions industrielles d'Europe.

Nous touchons là une cause essentielle : vieilles installations, vieilles fabrications, vieilles machines, vieilles méthodes...

Que certaines activités ralentissent, que certaines fabrications disparaissent, c'est la loi du progrès technique et de l'évolution économique. Dans ce cas de nouvelles devraient se développer sans cesse.

Ce « remplacement » ne s'est presque pas fait dans la Loire. On voit des industries nouvelles, comme : la construction électrique et ses multiples branches d'activité, les produits chimiques et bien d'autres industries « du siècle », se développer dans le Rhône, l'Allier, l'Ain, l'Isère... mais dans la Loire : à peu près rien ! C'est la mort lente même de certaines activités qui ne devraient pas finir, si elles utilisaient les possibilités de reconversion. C'est le cas du cycle : il devrait s'orienter davantage vers les cyclo-moteurs qui actuellement depuis la grosse moto jusqu'à la petite mobylette se vendent en quantité, tant sur le marché français que sur le marché extérieur. Or on a l'impression que de plus en plus ces fabrications nouvelles échappent à notre ville de Saint-Etienne réputée comme la capitale du cycle. Vespa s'installe dans la Nièvre, de nombreuses autres marques qui se taillent sur les marchés la part du lion sont en d'autres coins de France.

Les milieux industriels de notre département semblent frappés de sclérose.

On persiste à vouloir « tourner » comme l'on est, c'est-à-dire comme au début du siècle, à peu près avec les mêmes moyens : même organisation, même matériel. On s'ingénie surtout à rechercher les protections et les solutions à la petite semaine pour durer le plus longtemps possible dans ces conditions. Les ententes protectionnistes fleurissent à l'ombre des Chambres syndicales industrielles et commerciales. Les protections douanières sont largement recherchées ou maintenues. Pour réduire les prix de revient on économisera au maximum sur le coût de la main-d'œuvre en payant le moins possible le travail, en accentuant les cadences.

A ce propos, il faut souligner que, dans la métallurgie, la main-d'œuvre de la Loire se trouve actuellement la moins payée de toute la région Centre-Sud-Est. A catégorie, à qualification identiques et à travail égal on relève des différences allant de 25 à 50 fr. de l'heure entre un ouvrier de Saint-Etienne et ses camarades de Lyon, Grenoble, Montluçon...

Il est significatif de constater à propos des avantages sociaux annexes que la métallurgie de la Loire est bien en retard. Voici un exemple entre bien d'autres : les récentes conventions collectives régionales accordent le paiement de deux jours fériés dans la Loire contre quatre dans le Rhône, le Puy-de-Dôme et la totalité dans l'Isère.

Cependant dans la Loire, plus qu'ailleurs, les syndicats ouvriers sont actifs et accrocheurs. Il y a d'ailleurs dans ce domaine des traditions. Mais que faire lorsque le patronat a son armée de réserve en la personne des nombreux chômeurs partiels ? Or chez nous il l'a bien depuis trois ans et il en profite honteusement.

Les facilités sur lesquelles les industriels de notre département tournent au point de vue main-d'œuvre, les possibilités qu'ils ont de payer cette main-d'œuvre au rabais sont autant de facteurs qui ne faciliteront pas l'évolution technique et les modernisations de matériel s'imposant.

Le patronat est le responsable numéro 1

« Si l'industrie du Centre se meurt, c'est la faute au plan Schuman », voici le slogan qui fait fort bien son chemin et qu'accréditent dans les masses laborieuses le parti stalinien et sa C.G.T. Certaines sommités industrielles font chorus, elles sont trop bien servies par ce facile leitmotiv et par les quelques difficultés réelles qu'a immédiatement amenées l'entrée en vigueur du marché commun du charbon et de l'acier, pour masquer leurs responsabilités et faire oublier leurs négligences et leur coupable impéritie.

Autrement dit, le « pool charbon-acier » devient chez nous un bon bouc émissaire. Il est impopulaire presque dans tous les milieux. La propagande a été si vive, si nourrie et si habile qu'on rejette de plus en plus sur lui les causes de tous nos malheurs. Il encaisse non plus seulement les responsabilités du chômage dans les mines et la sidérurgie, mais aussi celles de l'industrie de transformation, voire du textile.

Plus tard nous nous appesantirons sur les conséquences réelles du pool charbon-acier dans la Loire et sur les orientations qu'il fait prendre à notre sidérurgie régionale, tout en examinant l'action des syndicats libres et leurs positions pour faire jouer certaines clauses dites « sociales » ou dites « de sauvegarde » prévues dans le traité et intéressant au plus haut point les mineurs et les sidérurgistes de notre département.

Constatons cependant dès aujourd'hui que le « pool » a bon dos ! Son fonctionnement, encore partiel, date d'un an et on lui fait supporter exclusivement une situation qui dure depuis plusieurs années. Il est utile de faire constater que dans les grosses firmes sidérurgiques du Centre : Aciéries de Saint-Etienne, Aciéries de Saint-Chamond, Aciéries de Firminy et d'Unieux, Usines de Châtillon-Commentry à Montluçon, etc., l'hémorragie des effectifs est constante depuis la fin de la guerre de 1914-18. Ce n'est que par l'accident de la deuxième guerre mondiale que ces usines ont connu une nouvelle activité relative de quelques années. Dans les mines, la fermeture des puits de la vallée du Gier est bien antérieure au fameux plan !

C'est donc bien au-delà du plan Schuman qu'il faut situer les responsabilités de base.

Sur les industriels français, certaines dures vérités sont de notoriété publique : en particulier leurs courtes vues tant dans le social que dans l'économique. On sait partout que les tenants de notre industrie ont brillé pendant la favorable période d'entre les deux guerres par leur imprévoyance commandée par l'unique souci du *profit* égoïste et *immé-*

diat. Lorsqu'on le pouvait largement : pas d'investissements, pas de renouvellement de matériel, pas de perfectionnements techniques suffisants. Voilà bien pourquoi notre industrie, après avoir occupé les premiers rangs mondiaux, rétrogradé sans cesse depuis un quart de siècle. Voilà pourquoi l'industrie métallurgique de la Loire se retrouve avec des machines d'âge moyen inférieur à d'autres régions d'une France qui se classe déjà très loin dans ce domaine par rapport à l'Angleterre, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, pour ne citer que les nations d'Europe.

Dans les beaux jours, les capitalistes français ont nagé dans cette facilité génératrice d'immobilisme dont les travailleurs font les frais aujourd'hui.

Nous avons eu des financiers, mais peu de capitaines d'industrie

La sidérurgie du Centre-Midi, malgré l'éloignement des matières premières, possède quelques atouts maîtres. La plupart des aciéries du Centre-Midi sont jumelées avec des usines de transformation et ateliers de construction utilisant sur place les produits sidérurgiques. Nos installations régionales possèdent quelques pièces d'outillage exceptionnelles leur valant le monopole de certains gros travaux. Enfin, mettons encore à cet actif la production des aciers nobles. Le Centre-Midi détient 55 % de la production nationale des aciers fins et spéciaux.

Aussi notre sidérurgie régionale et ses grosses firmes ont connu la période des vaches grasses. Il est opportun de rappeler que ces grosses firmes ont tourné très longtemps sur de grosses commandes d'Etat, de défense nationale, de marine. Ces marchés ont toujours été larges et fructueux. Cela explique encore le grand immobilisme, sur le plan technique, dont firent preuve ces usines et aussi les difficultés rencontrées le jour où elles durent s'adresser à la clientèle privée et affronter la concurrence.

Dans ces périodes très prospères nous savons que les sidérurgistes français ont investi seulement 5 % de leurs bénéfices de 1920 à 1936. Et encore, la plupart des établissements du Centre appartenirent à des grosses sociétés : Marine-Homecourt, Châtillon-Commentry, etc. Ces sociétés avaient des installations ailleurs en France et à l'étranger et c'est bien souvent là que partait la majeure partie de ces déjà bien petits 5 %.

Nous sommes ici aux véritables sources de notre désastre industriel.

Si certaines sociétés se retrouvent en 1954 avec un potentiel industriel maigre et dépassé, par contre elles possèdent un portefeuille de participations bien gonflé.

Voici un exemple : si la compagnie des Forges et Aciéries de la Marine et de Saint-Etienne a fusionné dans la nouvelle compagnie des Ateliers et Forges de la Loire, elle subsiste en revanche en holding très important. L'inventaire de son portefeuille de participations est imposant : Sollac, Sidelor, St-Chamond-Granat, Davum, Mines d'Anderny-Chevillon, Mines de fer de Bazaille, Mines de Redange-Dilling, Forges et Aciéries de Dilling, Charbonnages de Faulquemont, Charbonnages de Beeringen, Tubes de Vincey, Mavilor, Forges d'Alleverd, Hauts Fourneaux de Givors, H. F. de Chasse, Châtillon-Commentry.

On est maintenant éclairé sur les destinations prises par les bénéfices à la belle épo-

que. On pourrait d'ailleurs prendre d'autres exemples pour démontrer que nos sociétés sidérurgiques furent beaucoup plus des sociétés financières que des sociétés d'exploitation industrielle. Les financiers se sont substitués aux capitaines d'industrie.

Cette façon d'agir n'est pas seulement le fait des grosses sociétés. Le petit patronat de notre région procède de même. Là aussi les exemples affluent : on sait pertinemment que tel industriel de la plaine du Forez place ses bénéfices dans l'achat d'hôtels, que tels autres de la plaine du Forez et de la région saint-chamonnaise achètent des fermes modèles, d'autres encore ont acquis des exploitations commerciales, des cinémas, des casinos... Chacun recherche dans l'immédiat la source de profit et du plus grand profit. Peu importe l'exploitation industrielle proprement dite qui est à l'origine !

Indépendance sacro-sainte des petites et moyennes entreprises

Cet esprit si prédominant dans beaucoup de milieux français veut l'impossibilité du remembrement des terres et coupe de ce fait toutes possibilités de réorganisation de notre agriculture. Il maintient les scandaleux encombrements du système distributif.

Les milieux des petites industries de la transformation des métaux que ce soit : mécanique générale, fonderie, lime, martellerie... ne font pas exception dans notre département.

Nous savons que certains crédits d'investissements seraient accordés à des industries régionales dans la mesure où elles se soumettraient à certains plans qui ont tout au moins le mérite d'être rationnels. Mais cela exigerait certaines fusions, concentrations...

Dans ces conditions, il n'y a pas de question : on n'en veut pas, l'indépendance de petites et moyennes entreprises traditionnelles étant mise en jeu. Ce ne sont pas seulement de petits industriels rétrogrades qui pensent cela, mais souvent leurs organismes syndicaux.

Voilà pourquoi la situation peut sembler sans issue et que l'on peut si facilement faire croire aux travailleurs de la Loire que leur industrie est irrémédiablement condamnée par les gouvernants et qu'ils doivent préparer leurs valises pour la « déportation » vers les usines de l'Est, première étape de l'acheminement vers la Ruhr !...

A. LAVAL.

Article du mois prochain : *Le Pool Charbon-Acier et la Sidérurgie de la Loire*, avec les positions des Syndicats libres.

SIX SEMAINES EN U. R. S. S.

(RÉCIT DE DEUX JEUNES CATHOLIQUES)

Ce qui suit ne prétend pas donner une vue panoramique de cet immense pays où nous fûmes voués à voir ce que les services officiels de la propagande de la soi-disant jeunesse antifasciste de l'U.R.S.S. voulurent bien nous montrer ; nous ne pûmes entendre que ce que les interprètes attachés à ces services voulurent bien nous dire. Et pourtant même à travers ces barreaux des leurs de vérité ont percé.

En effet, au départ, que de promesses, que d'exhortations à demander librement ce que nous voulions visiter. Non seulement en France, mais à Moscou encore, au cours des réunions préparatoires, les organisateurs du voyage, français et staliniens, nous sollicitent d'établir une liste d'endroits, d'institutions que nous voudrions voir. Cette liste nous l'avons dressée ; nous avons, et à grand regret, évité de poser la question qui nous brûlait les lèvres : celle de voir de nos yeux « un camp correctif de travail » pour nous rendre compte de la vérité en matière de régime concentrationnaire ; nous y avons renoncé parce que nous ne voulions pas dès l'abord nous présenter en visiteurs ennemis de parti pris. Nous avons désigné de **grandes usines de Moscou** comme « Dynamo » ou l'usine automobile Staline, précisément pour pouvoir faire la visite longuement, soigneusement, méticuleusement, en excluant des déplacements trop lointains ; nous aurions voulu voir des « obchtchéjitié », des logements en commun que selon la presse russe habitent ouvriers, paysans et étudiants ; nous aurions voulu passer dans la petite ville d'Ouslitch, que la **courageuse femme-écrivain Olga Bergholz** (dans la *Litératournaïa Gazeta*) avait décrite dans l'écroulement de

ses antiques églises, magnifiques œuvres d'art, et aussi dans son dénuement, sans lumière dans l'unique hôtel à côté d'un immense barrage ; nous pensions parcourir un **marché kolkhozien** pour nous rendre compte de visu de ce qu'il y avait de vrai dans le discours de Khrouchtchev dépeignant l'élevage comme inférieur à celui de l'époque des tsars.

Aucun des objectifs que nous avions nommément désignés ne nous a été présenté ; toujours les organisateurs nous assuraient que ce qu'ils nous montreraient était analogue à ce que nous demandions, mais les buts mêmes que nous proposons étaient systématiquement écartés et cela jusqu'à la fin de notre voyage.

Prenons l'exemple de la visite des institutions religieuses. A notre demande de visiter Ouglitch, ville distante de moins de deux cents kilomètres de Moscou, proche de Taro Slav, parfaitement accessible, non touchée par la guerre, les organisateurs nous répondirent en nous faisant visiter Zagorsk, cité où dans un couvent est créé un séminaire de prêtres orthodoxes autorisé par l'Etat. Gravement, les interprètes nous assuraient que ces futurs prêtres suivaient des cours de marxisme-léninisme. Mais tout faillit se gâter lorsqu'un des délégués, l'étudiant Spindler, élève de la faculté de théologie de Strasbourg, tenta de parler aux séminaristes. Il avait en effet aperçu dans les mains de certains d'entre eux des textes allemands. Il s'attarda auprès de ces futurs popes et essaya de leur parler. Bien que lisant des textes allemands, ceux-ci lui exprimèrent par si-

gnes qu'ils ne comprenaient pas ce que le visiteur leur demandait. Mais immédiatement un délégué stalinien français accourait, exhortant Spindler à ne pas rester en arrière et le pressant de rejoindre le gros de la troupe. Ce dernier, s'apercevant que la délégation, contrairement à ce qui lui avait été dit, ne s'en allait pas, retourna vers les séminaristes ; il aperçut alors, entre les mains de ceux-ci des textes grecs ; Spindler essaya de les aborder en cette langue ; mais tout de suite, et beaucoup plus virulent que la première fois, un autre berger de Staline revint enjoignant au visiteur curieux de s'en aller pour signer le livre d'or.

La même peur d'une enquête sur la liberté du culte, apparut à Sverdlovsk, comme à Gorki, lorsque à plusieurs reprises nous demandâmes à assister à une célébration de la messe orthodoxe ; d'abord des promesses, des acquiescements, puis des difficultés d'établir l'horaire exact des cérémonies du culte ; enfin, le refus de nous y laisser aller. **Jamais**, nous, membres d'une organisation de jeunes catholiques, nous n'avons été admis à voir une église russe recevant les croyants.

Notre visite des usines est assombrie par l'image de la garde militaire qui surveillait les entrées. Un premier souvenir qui pèse sur nous est la femme portant un énorme revolver et se tenant à l'entrée de l'établissement le « Prolétaire rouge » à Moscou même. Mais ce souvenir s'aggrava encore lors de notre approche du géant industriel de l'« Ouralmach » ; tout autour de la longue palissade qui cernait cette entreprise, se dressaient, tous les cent cinquante mètres environ, des miradors munis de projecteurs sur lesquels nous aperçûmes les contours de sentinelles. Lorsque, surpris, nous demandâmes à nos interprètes les raisons de cette surveillance, ceux-ci, non moins surpris, nous répondirent :

— Comment, mais en France les usines ne sont pas gardées par des miradors ?

A nos dénégations, les interprètes répondirent qu'en U.R.S.S. les usines étaient le bien du peuple et comme telles devaient être gardées avec vigilance. Lorsque nous interrogeâmes contre qui devait s'exercer cette vigilance, il nous fut dit qu'en 1936 des saboteurs avaient tenté d'endommager les fabriques. Devant notre observation que près de vingt ans avaient passé depuis, gravement les interprètes nous affirmèrent qu'il pourrait encore bien se trouver quelques saboteurs.

Mais cette même entreprise géante devait nous fournir un exemple éclatant du mensonge dont, profitant de notre méconnaissance de la langue, nous fûmes abreuvés durant cette visite. Nous fûmes, en effet, mis en présence du directeur de l'établissement, typique représentant des managers dirigeant les usines russes ; les délégués staliniens ironiques nous poussèrent à lui poser des questions. Nous avions pu prendre connaissance, encore en France, d'une plaie qui de l'aveu de la presse officielle russe frappe la vie industrielle de ce pays : c'est ce que l'on appelle là-bas la « chtourmovchtchina », que l'on peut à peu près rendre par le terme équivalent de « travail par assauts ». Il se trouve que pendant les deux premiers tiers du mois, malgré la soi-disant planification dans **quantité** d'entreprises les matières premières et les pièces détachées n'arrivent qu'en faible volume ; aussi pour exécuter, voire dépasser le plan au cours des derniers dix jours du mois c'est la ruée au travail, à travers la tension de l'effort, l'accumulation des heures supplémentaires et souvent sans se préoccuper de la qualité.

Un des nôtres eut la curiosité de se demander si dans une usine aussi grande et trouvée digne d'être présentée à des délégués étrangers, ce fléau sévissait néanmoins ; il posa cette question en français en demandant à l'interprète de traduire. Mais le directeur ne laissa pas à celui-ci le temps de le faire ; il avait reconnu le terme russe, bien que prononcé à la française, et éclatant de rire, affirma que dans cette entreprise la « chtourmovchtchina » n'existait pas. Les délégués staliniens saluèrent cette réponse par des ricanements visant à ridiculiser celui qui osait ici poser des questions.

Or à peine rentrés à Paris, nous pûmes prendre connaissance d'un immense article consacré à l'« Ouralmach », paru dans une grosse revue de Moscou, le « Novy Mir », de décembre 1953, relatant justement des impressions d'une visite qui y fut faite en décembre et qui affirmait textuellement ceci, en parlant des ouvriers de l'« Ouralmach », p. 193 :

« Ils savent grâce à leur propre expérience à quoi aboutit pareille « planification ». **Le spectre de la chtourmovchtchina plane au-dessus d'eux.** Il suffit de modifier le fût-ce qu'un seul objectif du plan et immédiatement des dizaines de constructeurs passent des nuits sur les plans, les modeleurs **travaillent même le dimanche**, les forgerons restent pour faire des **heures supplémentaires.** »

Telle était la contradiction flagrante entre ce que l'on montrait aux délégués et ce qu'avouait la presse gouvernementale.

Ce qui nous parut particulièrement grave ce fut de voir entraînés dans ce tourbillon, dans cette ruée jusqu'aux femmes elles-mêmes. Nous y songions dans les rues de Moscou lorsque à côté de machines ultra-modernes pour déblayer la neige, nous pouvions voir souvent des femmes chargeant de grandes caisses montées sur des traîneaux ou des camions automobiles ; ce qui nous frappait que pour ce travail rude, dans un hiver sévère, c'étaient **souvent** les femmes qui travaillaient et des hommes qui surveillaient. Il y avait là une forme de cynisme qui nous était apparue déjà dans la réponse d'un fonctionnaire important de l'usine moscovite : « Le prolétaire rouge ». Il nous avait exposé fièrement l'important pourcentage de travaux durs que les femmes accomplissaient dans cet établissement. Et devant notre étonnement et notre inquiétude relevant du souci permanent du mouvement ouvrier international d'éviter le labeur trop pénible aux ouvrières, le manager répliqua précisément avec dureté que la femme russe était forte, qu'elle avait toujours travaillé, qu'elle continuerait à le faire, et qu'il n'y avait pas là de problème.

Certes, les lecteurs trouveront ces impressions bien sombres ; certes, le peuple russe a su parfois dans ses chants, ses danses, ses spectacles d'amateurs nous montrer que sa veine créatrice, même artistique n'était pas tarie ; mais ces quelques fleurs ne font que plus ressortir la grisaille de la vie quotidienne ; nous l'évoquons dans ce flot impitoyable des consommateurs se précipitant en bousculade, sans songer à s'excuser, à l'annonce de l'apparition de quelque marchandise dans les mornes magasins aux étalages de produits factices, ou encore à l'aspect de longues files d'attente que les organisateurs attribuaient à l'attrait exercé par la baisse des marchandises, mais qui nous ramenaient inexorablement aux temps de l'occupation.

G. PERNIN,
G. CAILLIEUX.
(de la récente délégation
des Jeunes de France.)

NOTES SUR LA « CULTURE » RUSSE

I. — Dans la R.P. de mars dernier, Meyssonier nous a donné, dans ses « Notes sur la Russie telle que je l'ai vue », un témoignage bigrement intéressant.

« A l'hôpital de Lvov, on m'avait logé dans une salle d'officiers. Un matin de la fin avril, la jeune fille qui était le médecin attaché à notre étage, a eu une petite conversation avec mon voisin de lit. Je ne sais pas ce qu'elle a demandé, mais après cela, l'autre a pris un escabeau, a décroché le journal mural, l'a étalé sur la table et l'a contemplé de l'air d'un homme fort embarrassé. Il a été ensuite trouver le starchi lieutenant Danilo, qui logeait dans l'angle de la pièce... Cette fois, si je n'ai pas compris la demande, j'ai fort bien compris la réponse. Danilo répliquait, assez vertement ma foi, que l'arithmétique, la géométrie, l'algèbre, l'intéressaient, mais que la politika ne l'intéressait pas du tout et que l'autre eût à faire sa propaganda sans lui. »

Ainsi, le lieutenant proclame s'intéresser à l'algèbre, à l'arithmétique et à la géométrie.

Or à quoi s'intéressent les hommes, dans l'ordre intellectuel ? Ils ne s'intéressent ni à ce qui est au-dessus de leur portée, ni à ce qu'ils ont déjà acquis. Ils s'intéressent à ce qui est d'acquisition possible.

Le lieutenant russe affirme publiquement son désir d'acquérir la connaissance de l'arithmétique, de la géométrie et d'un peu d'algèbre. On doit conclure de là que le niveau scientifique des officiers russes de 1945 était à peu près celui de la « cinquième » des lycées et collèges français : au-dessous du « Brevet élémentaire ».

On me dira que pour mener des hommes au combat, ou les abrutir à la caserne, il n'est pas besoin de beaucoup de science. Bien sûr ! On me dira encore qu'il ne faut pas s'admirer le nombril national et que, de toutes façons, c'est un curieux produit intellectuel que l'officier sorti de St-Cyr, à égale distance de la science et de l'ignorance, en irrémédiable porte à faux. Bien sûr encore !

Mais ce sont là d'autres histoires...

II. — Voici, d'autre part, un extrait des Izvestia du 14 janvier 54. (Je le trouve dans La Réalité russe, de mars 54.)

L'article traite de la difficulté qu'il y a à trouver un appartement. (Mais cela importe peu.)

La scène se passe dans les bureaux d'une grande mairie (« comité exécutif d'un soviet urbain »). Un employé, Chramov, sort de chez le chef, ayant réussi à se faire attribuer un logement.

« ...Chramov, rayonnant, s'élançait hors du cabinet. Il ne dit au passage que « ça y est ». Et ces mots firent en un clin d'œil tout le tour des bureaux. Le travail s'arrêta. Les machines à écrire et les bouliers compteurs firent silence. »

Ayant lu cela, je me suis demandé si la Réalité russe savait réellement le russe et si ces « bouliers-compteurs » ne désignaient pas de tout autres machines que des boules sur des tringles : comme quand nous disons une « plume » pour désigner un objet qui, depuis longtemps, a cessé de provenir de l'oiseau ; et comme quand nous disons « calculer » sans nullement impliquer le manie- ment de petits cailloux.

Or le Figaro du 29-4 (Reportage de J.-J. Gautier) lève toute espèce de doute.

« A la caisse, même s'il existe une machine

à calculer, partout, absolument partout, y compris les grands magasins ou les banques, l'employé fait d'abord son compte à l'aide de l'antique boulier de nos grand-mères. »

De même qu'en Asie, on continue donc, en Russie, à compter sur boulier.

La Russie est restée étrangère au mouvement intellectuel qui, commencé au XIII^e siècle avec les premiers « algorismes », a fini par libérer complètement l'Occident des instruments à compter. (Au ministère des Finances britannique, personne ne se sert plus de l'« échiquier ». Nous-mêmes, Français, avons du mal à comprendre comment compte Argan, dans la première scène du Malade imaginaire avec ses jetons et sa tablette à raies.)

Malgré la généralisation d'une certaine instruction, la Russie n'a pas socialisé les « quatre règles ».

Ceci contribue à expliquer le prestige que peut avoir, pour l'officier russe, le manie- ment des nombres, la mystérieuse Arithmétique.

J. PERA.

Pour une politique républicaine en Afrique du Nord

Le Comité directeur de « France-Maghreb » a adopté, le 4 mars, la résolution suivante :

Considérant que, depuis six mois, les faits n'ont cessé de montrer combien le Comité France-Maghreb a vu juste en stigmatisant la déposition du Sultan Mohammed V et en annonçant les conséquences de tous ordres qu'a eues ce coup de force,

Considérant d'autre part que les réformes récemment promulguées en Tunisie, quels que puissent être leurs aspects positifs, ne répondent pas à l'évolution de ce pays...

Considérant enfin que, compte tenu de l'évolution qui se fait jour actuellement dans certains milieux de la métropole et d'Afrique du Nord, l'heure est venue de définir une politique nord-africaine qui soit en harmonie avec la conjoncture historique dans tous les pays sous tutelle...

Le Comité France-Maghreb confirme son dessein d'informer le public des problèmes posés, en Afrique du Nord, de définir les objectifs essentiels et immédiats qu'il entend par son action.

Il demande donc :

1) la reprise en main par le gouvernement de la République de l'ensemble de la politique nord-africaine, la subordination effective au gouvernement des administrations de contrôle de Rabat et de Tunis, la constitution à Paris, auprès de la présidence du Conseil, d'un organisme permanent, formé de techniciens et de spécialistes, chargé de coordonner la politique musulmane de la France ;

2) l'élaboration en Tunisie d'un programme de réformes devant aboutir, pour le peuple tunisien, au plein exercice des droits et des devoirs qu'implique la jouissance de l'autonomie interne ;

3) le renouvellement au Maroc du haut personnel de contrôle et d'autorité, la suppression de la terreur policière qui règne dans ce pays, la relaxation de tous les Marocains incarcérés, internés ou « éloignés » pour délit politique, la restauration sans équivoque de toutes les libertés fondamentales et le libre exercice du droit syndical pour tous les travailleurs marocains, l'étude, avec les véritables représentants du peuple marocain, des solutions qui permettront de définir les relations futures de la France et du Maroc.

